

Laval, le 26 juin 2015

**PAR COURRIEL***Sous toutes réserves***Me Sonia LeBel, procureur en chef**  
**CEIC**600, rue Fullum, sous-sol – secteur 0570  
Montréal, QC H2X 3L6OBJET : Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la CEIC  
Re : Énergie Carboneutre Inc. et Yves Thériault  
Notre dossier : 2079-19

Chère Consœur,

Nous représentons, comme vous le savez déjà, Énergie Carboneutre Inc. (**ci-après « ECN »**) et M. Yves Thériault, lesquels nous mandatent afin de vous transmettre la présente, suite aux pièces additionnelles qui nous ont été transmises par courriel en date du 10 juin dernier.

La preuve additionnelle soumise par la Commission est composée des affidavits de M. Benoît Ringuette, de M. François Crête, de M. Michel Arsenault et de M. Yvon Bolduc, en réponse aux préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la Commission qui leur ont été signifiés.

Dans un premier temps, nous déplorons qu'il ait été procédé au dépôt de preuve additionnelle suite à notre correspondance du 20 mai 2015.

Nonobstant ce qui précède, et sans admission quant au bien fondé et au contenu des pièces additionnelles, nous sommes d'avis que la preuve additionnelle ne supporte aucunement les reproches formulés à l'égard de nos clients.

De fait, et toujours sans admission aucune, la preuve additionnelle corrobore les arguments soumis à notre correspondance du 20 mai 2015, notamment en ce que :

- ECN était et est toujours une compagnie en opération avec des actifs significatifs et une technologie unique en matière d'environnement, et non pas une « coquille vide »;
- Les administrateurs d'ECN à l'époque, M. Thériault et M. Ringuette, ont opéré l'entreprise pour leur seul bénéfice, et M. Thériault continue à ce jour d'opérer l'entreprise;

- ECN et SICN ont toujours été des *entités distinctes* avec des intérêts commerciaux distincts;
- Une entente d'acquisition d'actifs *conditionnelle* est intervenue entre ECN et SICN, laquelle ne s'est jamais matérialisée;
- Cette transaction projetée est intervenue dans un contexte où ECN était en difficultés financières, en raison de l'injonction d'un compétiteur, et où SICN a manifesté un intérêt à acquérir ses actifs sous certaines conditions;
- Les administrateurs de SICN et ses associés n'ont jamais été impliqués dans ECN;
- Les demandes de financement à la FTQ ont été faites à l'initiative et à la demande de SICN, dans le but d'acquérir ECN, et non à la demande d'ECN, qui répétons-le, est une entité distincte;
- ECN et SICN ont informé le ministère de l'environnement dès la conclusion de leur entente contractuelle conditionnelle, et les représentants de SICN ont dûment rencontré le ministère de l'environnement;
- Aucune information n'a été cachée par qui que ce soit au ministère de l'environnement, les représentants de SICN ayant toujours été clairs avec le ministère qu'ils désiraient acquérir ECN;

Par ailleurs, bien que nous réitérons que SICN et ses associés n'ont pas pris le contrôle d'ECN, que les deux entités étaient dans une relation d'affaires légitime et que la transaction d'acquisition d'actifs ne s'est pas matérialisée, la preuve additionnelle établit ce qui suit :

- À l'époque, ni les administrateurs d'ECN, ni par ailleurs les autres affiant, ne connaissaient M. Dominic Arcuri ou ses associés, que ce soit de nom ou de réputation;
- M. Arcuri se présentait comme un homme d'affaires, ayant du succès et une réputation enviable dans l'économie québécoise, et multipliant les contrats pour les corps publics (dont notamment par l'entremise des compagnies Construction Mirabeau Inc. et Pavage C.S.F. Inc.);
- Il faut s'en remettre aux faits connus à l'époque, et non pas aux faits révélés par plusieurs années d'enquêtes de grande envergure et par des sources d'informations inaccessibles aux simples citoyens;
- Les membres du crime organisé ne s'affichent pas publiquement comme étant « membres du crime organisé ». Ils acquièrent légitimement des actifs, opèrent des compagnies notamment dans le domaine de la construction, font affaires avec différentes compagnies qui n'ont rien à se reprocher, et même avec les autorités gouvernementales. Pour citer M. François Crête du ministère de l'environnement, « c'est le propre du crime organisé que de se cacher »;
- SICN et ECN étaient dans une relation d'affaires légitime;



- On ne saurait reprocher à des individus qui ont côtoyé à l'époque M. Arcuri et ses associés, dans le cadre d'une relation d'affaires légitime, de ne pas avoir déployé assez d'efforts pour détecter que ceux-ci étaient membres du crime organisé, alors même que les autorités policières détenaient toutes ces informations à l'époque, et qu'aucune arrestation n'a eu lieu, et/ou qu'aucune accusation n'a été portée;
- Ni les administrateurs d'ECN, ni par ailleurs les autres affiant, n'ont été témoins d'actes illégaux ou de crimes commis par M. Arcuri et ses associés, ou de leur intention de commettre quelque acte illégal que ce soit. Par conséquent, *personne n'avait de raison de dénoncer quoi que ce soit*;
- Toutes les informations quant à la transaction projetée avec SICN ont été transmises au ministère de l'Environnement et à la FTQ;
- Aucun transfert des permis n'est intervenu entre ECN et SICN;
- Aucun financement n'a été demandé par ECN à la FTQ;

Par conséquent, aucune allégation contenue dans les affidavits de MM. Ringuette, Crête, Arsenault et Bolduc ne saurait constituer un élément de preuve susceptible de supporter un blâme à l'égard de nos clients.

Plus particulièrement, quant à l'affidavit de M. Ringuette, nos clients sont d'avis que celui-ci est incohérent et qu'il présente de nombreuses contradictions avec son témoignage à la Commission, de même qu'avec le reste de la preuve déposée à la Commission. De plus, il contient des informations reposant sur du ouï-dire, de l'ignorance, ou encore une perception erronée et/ou mensongère de la réalité.

De nombreuses incohérences et contradictions peuvent être relevées en comparant simplement l'affidavit de M. Ringuette à son Annexe B-2, qui est un projet de requête introductive d'instance en oppression, n'ayant rien à voir avec les reproches qui auraient pu être formulés par la Commission.

De plus, il serait contraire aux règles de l'équité procédurale que la Commission tienne pour avéré l'Annexe B-2 précité. Il s'agit d'un simple projet de requête introductive d'instance n'ayant pas fait l'objet d'une signification et d'une émission à la Cour, dont les allégués n'ont pas fait l'objet d'une preuve contradictoire et d'un jugement, et qui de surcroît, a fait spécifiquement l'objet d'une transaction entre les parties au sens des articles 2631 C.c.Q., intervenue sans admission aucune et de nature confidentielle.

Par ailleurs, nos clients déplorent qu'il ait été régulièrement omis, volontairement ou non, lors des auditions de la Commission de faire la distinction entre les compagnies Énergie Carboneutre Inc. (ECN) et Société Internationale Carboneutre Inc. (SICN), portant ainsi atteinte à la réputation d'ECN et causant préjudice à nos clients.

Comme il a été mentionné à de nombreuses reprises aux enquêteurs de la Commission, et comme la preuve en a été faite devant la Commission, il s'agit de deux entités *distinctes*, impliquant des administrateurs et des actionnaires distincts.

La Commission laisse encore cette confusion régner par l'entremise des préavis adressés notamment à MM. Arsenault et Bolduc.

À titre d'exemple, le 2<sup>e</sup> reproche adressé par la Commission à M. Arsenault est « *de ne pas avoir sanctionné ni dénoncé l'implication de Jocelyn Dupuis, alors directeur général de la F.T.Q.-Construction, dans l'entreprise Énergie Carboneutre au sein de laquelle étaient également impliqués Raynald Desjardins et Giuseppe Bertolo* »

M. Jocelyn Dupuis, M. Raynald Desjardins et M. Giuseppe Bertolo n'ont jamais été employés, actionnaires, administrateurs, représentants ou été autrement impliqués dans ECN, comme il a d'ailleurs été démontré devant la Commission. Ils ont été impliqués dans SICN, qui, répétons-le, est une entité distincte.

Quant à M. Bolduc, il fourni à son affidavit des explications quant au financement ou plutôt quant à l'absence de financement octroyé à Carboneutre. Or, ECN n'a jamais approché la FTQ pour l'obtention d'un financement, ni n'a été approchée par cette dernière. C'est plutôt SICN qui a entrepris des démarches pour l'obtention d'un financement auprès de la FTQ.

M. Arsenault et M. Bolduc étant induits en erreur par la Commission, ils réfèrent à leurs affidavits respectifs à ECN plutôt qu'à SICN, ce qui contribue encore une fois à porter atteinte à la réputation d'ECN.

Nos clients prient donc la Commission de ne pas laisser régner cette confusion, et de ne pas confondre ECN et SICN dans la rédaction de son rapport.

Considérant ce qui précède, c'est à bon droit que nos clients nient le bien fondé des reproches formulés à leur égard, et qu'ils considèrent que la Commission tire à nouveau des conclusions erronées de l'ensemble de la preuve qui lui a été présentée.

La présente vous est transmise sans admission aucune, et dans l'unique but de rétablir les faits et d'éclairer la Commission.

Nous comprenons que la présente sera produite au dossier de la Commission, en sus de notre correspondance datée du 20 mai 2015.

Nous vous remercions de l'attention portée à la présente, et vous prions d'agréer, chère Consœur, l'expression de nos salutations distinguées.

JURIMAB INC.

Audrey S. Papineau, avocate  
ASP/fl